

freiheit-liberté

Décembre 2022 | Lettre d'information Priorité Liberté | Case postale 470, CH-8702 Zollikon | www.freiheit-liberte.ch



Editorial

«Celui qui assume une fonction publique doit se considérer comme une propriété publique», estimait Thomas Jefferson, ancien président des Etats-Unis. Et Margaret Thatcher, ancien premier-ministre de Grande-Bretagne, d'ajouter: «There is no such thing as public money, there is only taxpayers' money!» Les deux affirmations sont vraies. Pourtant, les choses évoluent dans un tout autre sens aux niveaux communal, cantonal et fédéral. Des fonctionnaires produisant des prescriptions et contrôlant leur application marquent de plus en plus notre vie – au détriment de notre liberté et de notre porte-monnaie.

Les chiffres sont inquiétants. Durant les 20 années écoulées, l'effectif de l'administration fédérale a passé d'un peu plus de 31'000 postes à près de 40'000. Cette croissance ne peut guère être freinée. Il en est de même dans le canton de Zurich: 1100 nouveaux postes de travail ont été créés en 2022. Le budget 2023 prévoit même 1370 jobs supplémentaires. A la fin de cette année, le canton emploiera environ 51'000 personnes. En y ajoutant les entreprises publiques (entreprises électriques et autres services publics) et les 162 communes, on constate que plus de 160'000 personnes travaillent dans le secteur public.

Conclusion: tous les indicateurs sont au rouge. Pourtant, on ne parle guère des coûts de ce développement. La position de la Commission des institutions politiques du Conseil national, qui ne voit pas d'intérêt à saisir les coûts des interventions parlementaires, est d'autant plus étonnante. Elle ne veut connaître ni le coût du traitement de ces propositions, ni celui de leur éventuelle application. A son avis, l'administration n'a pas à engager des efforts et des frais pour calculer des coûts sans qu'il en résulte une amélioration du travail.

Une position qui a de quoi choquer tout chef d'entreprise digne de ce nom: l'administration refuse de calculer des coûts parce que cette opération est trop lourde? Une entreprise privée travaillant de cette manière s'approche à grands pas de la faillite.

Messages cordiaux

Gregor Rutz, conseiller national
(président du comité)

Les Vert'Libéraux entendent féminiser l'aménagement du territoire Planification manquant de sensibilité aux genres

Les innocents qui croyaient que routes, tunnels ou voies cyclables avaient la même signification pour toute la population doivent revoir leur opinion à la lumière d'une intervention des Vert'Libéraux: la conseillère communale zurichoise Carla Reinhard a en effet découvert que l'aménagement du territoire présentait de graves lacunes en termes de sensibilité aux genres.

Les conseillères communales vert'libérales Carla Reinhard et Serap Kahriman ont déposé une intervention dans le contexte de la construction d'un tunnel pour cyclistes en ville de Zurich. Elles ont rappelé que les femmes craignaient souvent d'emprunter des passages sous-voie ou des tunnels. Du coup, ces ouvrages et endroits sont fréquemment évités par les femmes. Afin de veiller à ce que des constructions onéreuses comme des tunnels pour cyclistes soient utilisées de la même manière par toute la population, la ville doit donc mettre en place une planification adéquate. Les deux élues citent en exemple la ville de Vienne qui a mis en œuvre une telle politique sous le titre de «Gender Mainstreaming».

Gender Mainstreaming

Dans une de ses publications la capitale autrichienne explique effectivement en détail la signification du «Gender Mainstreaming». L'égalité des droits des hommes et des femmes en termes d'accessibilité et d'utilisation des prestations de service y joue un rôle central. Cela exige pour commencer d'examiner en détail si une prestation de service ou un produit sont perçus différemment par les femmes et par les hommes. Ensuite, il s'agira de veiller à ce que les deux sexes soient équitablement représentés à tous les niveaux de décision. Ce principe ne concerne pas seulement la composition des groupes de travail, commissions ou comités consultatifs, mais aussi l'organisation de manifestations: le choix des intervenantes et intervenants doit rigoureusement tenir compte de l'équilibre des sexes.

Les places de travail seront adaptées architecturalement aux besoins des genres et exemptes de barrières – par exemple grâce à une signalisation correspondant aux genres, un éclairage suffisant ou par des mesures empêchant des situations angoissantes comme des locaux d'archives mal accessibles dans les caves. Autre aspect important: la disponibilité d'un nombre suffisant de locaux sociaux pour les différents groupes professionnels.

Planification de genre à Berlin

La ville de Berlin a elle aussi mis en œuvre des concepts de ce type. Un «Gender Mainstreaming» moderne ne consiste cependant pas à placer la femme au centre en tant que groupe cible uniforme. Il s'agit bien plus de tenir compte des rapports entre les genres et de leurs diverses situations de vie. La catégorie du genre ne doit pas être considérée de manière isolée, mais dans son

interaction avec d'autres caractéristiques sociales, démographiques et culturelles.

A en croire ses partisans, seul le «Gender Planning» respecte les diverses manières des genres et des différents groupes sociaux de s'approprier et d'utiliser les espaces. Il encourage de surcroît l'identification de l'être humain dans son contexte.

Que pour les hommes exerçant une profession?

Cette intervention du Parti des Vert'Libéraux a été suivie de diverses propositions du même tonneau. Alors que Reinhard et Kahriman évoquent dans leur postulat des défauts de planification et un manque de sensibilité aux besoins des genres, la socialiste Hannah Locher et la Verte Anna-Béatrice Schmaltz s'expriment plus clairement: jusqu'ici la planification municipale était axée sur «l'image traditionnelle de l'homme en bonne santé exerçant une activité professionnelle», mais tenait peu compte des «personnes assumant une double charge», affirment-elles. Les postulantes songent aux mères exerçant une activité professionnelle tout en ayant la charge d'enfants, mais oublient de toute évidence les hommes qui, par exemple, commandent un régime ou une compagnie de pompiers ou qui exercent un mandat parlementaire.

Selon le «Gender Mainstreaming», la ville de Zurich doit introduire une condition supplémentaire dans sa procédure d'attribution de projets: seuls les auteurs de projets incluant des perspectives de minorités peuvent être pris en considération. Une telle perspective constate par exemple que les hommes se déplacent beaucoup plus souvent en voiture que les femmes. L'explication est donnée dans une autre intervention des Vert'Libéraux, des Verts et des socialistes: les femmes font des «déplacements plus complexes» que les hommes, par exemple en faisant une visite à des parents âgés sur leur chemin du retour du travail. Voilà pourquoi elles se déplacent plus souvent à pied ou en transports publics.

Plus de sécurité en économisant l'énergie?

On attend avec intérêt les résultats des groupes de travail et d'experts qui seront sans doute rapidement constitués. Notons juste en passant qu'il est étonnant de voir s'engager pour plus de féminisme en politique des transports et de la construction des partis qui tout récemment ont proposé de couper l'éclairage nocturne des routes pour économiser de l'électricité.

Soirée à Berikon marquant l'interdiction des cloches de vaches

Remise du «Paragraphe rouillé 2022»

Le Paragraphe rouillé de cette année est allé à Berikon (AG). Walter Brechbühl, un paysan du lieu, devra à l'avenir enlever les cloches de ses vaches à 22 heures parce qu'un habitant a déposé plainte pour tapage nocturne. Les règles du repos nocturne valent aussi pour les vaches, a décidé le département cantonal compétent. Le plaignant ayant refusé de participer à la remise du prix, la CI Priorité Liberté a apporté le Paragraphe rouillé à Berikon.



Le conseiller national Gregor Rutz, président de la CI Priorité Liberté, remet symboliquement le «Paragraphe rouillé 2022» à l'agriculteur Walter Brechbühl.

Une cinquantaine de personnes se sont réunies durant une soirée ensoleillée du mois d'août au restaurant Stalden à Berikon pour assister à la remise du Pa-

ragraphe rouillé 2022. Le président de la commune, Stefan Bossard, et le paysan touché par la mesure, Walter Brechbühl, étaient présents. Venus de la commune voisine d'Oberwil-Lieli, le conseiller national Andreas Glarner et son ancien collègue Lieni Füglistaller se sont également mêlés au public.

Après les salutations de Stefan Bossard, président de la commune, la parole a été donnée à Walter Brechbühl qui a expliqué à l'assemblée les tenants et aboutissants de ce litige de cloches de vaches. Gregor Rutz lui a ensuite remis le «Paragraphe rouillé» en le priant de le placer symboliquement dans son étable. Ainsi, les vaches verront que de nombreuses personnes sont solidaires avec elles.

Cette affaire a largement ému le public argovien. Le fait que Tele M1 et le journal «Aargauer Zeitung» aient rendu compte de la remise du prix à Berikon en dit long de la portée de ce cas. La soirée s'est terminée autour d'un verre de vin blanc bien



Stefan Bossard, président de la commune.

frais, si bien que les personnes présentes qui n'étaient pas encore membres de la CI Priorité Liberté se sont empressées de le devenir.

La CI Priorité Liberté en visite à Romanshorn

Qualité, tradition et succès

Une fois de plus la CI Priorité Liberté a eu le plaisir d'inviter ses membres à une passionnante visite d'entreprise. Le voyage nous a conduits à Romanshorn dans l'entreprise de constructions métalliques Ernst Fischer SA. Diana Gutjahr, membre de la direction et conseillère nationale représentant depuis plusieurs années l'UDC Thurgovie au Conseil national, a reçu à cette occasion un groupe considérable de membres au bord du lac de Constance.



Thomas Müller, Severin Gutjahr, Diana Gutjahr, conseillère nationale, Roland Gutjahr et les conseillers nationaux Gregor Rutz et Roland Büchel à Romanshorn.

La société Ernst Fischer SA travaille depuis 1911 dans le secteur des constructions métalliques. Fondée il y a plus de cent ans comme simple serrurerie, cette exploitation a été transformée en société anonyme en 1961 et

occupe aujourd'hui 80 employés dont plusieurs apprentis.

Après la présentation par Diana et Severin Gutjahr, le groupe a fait le tour de l'entreprise sous la conduite de Roland Gutjahr, président du conseil d'administration, qui a repris l'exploitation en 2010 après l'avoir consolidée et étendue durant de nombreuses années comme directeur. Qu'il s'agisse de la nouvelle halle de hockey sur glace de Zurich (Swiss Life Arena) ou des innombrables shops de stations-service, les projets et réalisations de cette entreprise sont fascinants. Les participants ont pu assister durant leur visite aux différentes étapes de travail. Ils ont été notamment surpris par les dimensions de certains projets.

Cette visite à Romanshorn s'est achevée par un excellent apéritif où les discussions politiques n'étaient évidemment pas absentes.



Diana Gutjahr en entretien durant la visite d'entreprise.

Manifestation de lancement au Splash & Spa de Rivera

La CI Priorité Liberté désormais présente au Tessin

Une première a eu lieu en novembre à Rivera: la CI Priorité Liberté a tenu sa première assemblée dans le canton du Tessin. L'association est désormais aussi présente en Suisse italienne sous le nom de «Priorità Libertà». Organisée de concert avec la Camera di Commercio, cette manifestation fut un beau succès.

Depuis sa fondation en automne 2006 la CI Priorité Liberté n'a cessé d'agrandir son rayon d'action. Aujourd'hui elle compte plus de 2000 membres et depuis novembre 2022 elle est présente non seulement en Suisse alémanique et romande, mais aussi au Tessin où elle intervient sous le nom de «Priorità Libertà».



Luca Albertoni salue les nombreux hôtes.

Le secrétariat de la CI Priorité Liberté a été efficacement soutenu par la chambre tessinoise du commerce, la Camera di commercio, pour l'organisation de cette manifestation. Le directeur de celle-ci, Luca Albertoni, et Fabio Regazzi, membre du comité de la CI Priorité Liberté, se sont personnellement engagés si bien que plus de 70 personnes, dont des chefs d'entreprise, des représentants des arts et métiers et des députés de divers partis au Grand Conseil, ont assisté à l'assemblée de fondation.

Présentation de la CI Priorité Liberté

Après les brèves salutations de Luca Albertoni, Gregor Rutz a informé sur les objectifs et les activités de l'association. Il n'a pas manqué de citer quelques-uns de ses succès comme la votation populaire en faveur de la révision de la loi sur le travail qui a enfin permis aux shops des stations-service de vendre normalement leur assortiment. La remise annuelle du «Paragraphe rouillé», que bon nombre de Tessinoises et de Tessinois ne

connaissaient pas, a tout particulièrement enthousiasmé l'assistance.

La parole a ensuite été donnée à Rocco Cattaneo, conseiller national PLR et président du conseil d'administration de la société Splash & Spa Tamaro SA, qui a présenté cette impressionnante réalisation: un parc aquatique et un espace wellness qui invitent à la détente. Les amateurs de poussées d'adrénaline peuvent se défouler sur cinq toboggans. Une piscine à 38 degrés avec musique subaquatique et un sauna en bois de châtaignier complètent cet équipement. Pour les familles, le Splash & Spa Tamaro est un excellent divertissement notamment par mauvais temps.

Une foule de nouveaux membres

Le mot de la fin est revenu à Fabio Regazzi qui est aussi président de l'Union suisse des arts et métiers. Les énormes charges en termes de coûts et de travail qu'impose la bureaucratie foisonnante aux entreprises ne peuvent être réduites que moyennant une forte pression parlementaire, a-t-il expliqué. D'où l'importance de la CI Priorité Liberté, association interpartis qui réussit régulièrement à créer des majorités, résultat indispensable pour exercer des influences politiques.

De nombreuses personnes présentes ont tiré immédiatement les leçons de cette intervention, de sorte que la CI Priorité Liberté a eu le plaisir d'accueillir une foule de nouveaux membres au terme de la soirée. A la suite des nombreuses réactions il est d'ores et déjà certain que cette manifestation sera rééditée l'an prochain.



Gregor Rutz, Fabio Regazzi, Rocco Cattaneo et Luca Albertoni (de g. à dr.)

Alerte paragraphes

Pause-café aux frais des contribuables

Les parlements schaffhousois mènent actuellement des discussions pour le moins étonnantes. Une intervention parlementaire concernant les pauses a été débattue au Grand Conseil. Durant la pandémie de Covid-19 le parlement cantonal tenait ses pauses collectivement en raison de la fermeture des restaurants. Le café et les croissants étaient offerts par le canton, ce qui coûtait environ 10'000 francs aux contribuables. Le socialiste Matthias Freivogel souhaite en faire une tradition. Son argument: les solutions et compromis trouvés durant ces pauses communes raccourcissent les séances. Sa proposition a trouvé une majorité nonobstant les critiques contre une pause-café financée par les contribuables.

Santé Schaffhouse!

Le parlement de la ville de Schaffhouse a d'autres préoccupations, soit en particulier les séquelles de l'excursion du grand conseil municipal de cette année. Quelques élus ont profité de cette sortie pour commander au total une soixantaine de bouteilles d'alcools forts, mais en refusant de les payer. Cela leur a valu une remise à l'ordre de la présidente du Parlement qui a qualifié cette attitude de grossière et d'arrogante à l'égard des contribuables. Une bonne éducation n'est manifestement pas l'affaire de tous les parlementaires. La branche des spiritueux s'en réjouira.

Avertissement sur la publicité pour automobiles

La conseillère nationale écologiste Isabelle Pasquier-Eichenberger (GE) demande que la publicité pour les automobiles soit assortie d'avertissements. Ces textes devraient comprendre obligatoirement des invitations à se déplacer plutôt à pied, à vélo, avec les transports publics ou du moins de pratiquer le co-voiturage. Et de proposer des slogans comme «Pensez à covoiturer», «Pour les trajets courts, privilégiez la mobilité douce» ou «Au quotidien, prenez les transports en commun» par analogie à une pratique française.

Outre la réduction de la pollution atmosphérique et du bruit, la conseillère nationale espère ainsi promouvoir un mode de vie plus sain. Un intérêt de santé publique serait sous-jacent à son intervention. En effet, la marche en particulier est une activité reconnue pour ses bienfaits sur le système cardiovasculaire et respiratoire qui sont mis à mal par notre sédentarité, affirme l'élue genevoise. Parions que son prochain postulat verra l'inscription de tels avertissements sur les bouteilles de vin.

Point final

Sur la voie vers le citoyen transparent

Constamment à la recherche d'argent des contribuables et de moyens d'accroître leur pouvoir, les politiciens deviennent très inventifs. Depuis quelque temps déjà certaines forces politiques exigent un répertoire complet des fortunes. L'enregistrement précis de tous les biens servirait à combattre le blanchiment d'argent, à repérer des criminels et à empêcher la soustraction fiscale.

Les Etats membres de l'UE ont aujourd'hui déjà l'obligation de tenir un registre central des propriétaires de fortunes et du montant de celles-ci. Ces registres nationaux étant cependant organisés différemment d'un pays à l'autre – notamment en ce qui concerne les immeubles – les demandes d'un registre européen uniforme se font de plus en plus pressantes. Les Etats UE devraient compléter leurs registres nationaux et les mettre en réseau, exigent ces milieux.

Les arguments avancés changent régulièrement: pour les uns, il s'agit avant tout de combattre la soustraction fiscale alors que d'autres avancent la lutte contre les oligarques russes, l'application de sanctions économiques ou encore – c'est le motif le plus souvent formulé – le combat contre le blanchiment d'argent. Bref, la politique avance toujours des raisons parfaitement honorables, si bien que le public ne se rend pas compte de ce dangereux développement d'un Etat fouineur et de la perte de liberté individuelle qui en résulte pour nombre de personnes concernées.

L'UE prépare de nouvelles réglementations

L'Union européenne a l'intention de réformer d'ici à 2024 sa réglementation de la lutte contre le blanchiment d'argent. Pour pouvoir déceler des criminels, il est finalement nécessaire de pouvoir attribuer tout élément de fortune à son propriétaire, donc de faire toute la transparence sur les éléments de fortune de chaque personne. Cette surveillance exige non seulement un registre complet des fortunes, mais aussi le contrôle de tout le trafic de paiement – une idée incompatible avec le principe d'un Etat de droit libéral.

La gauche politique réclame donc une interdiction de l'argent comptant. Par exemple,

la ministre allemande de l'intérieur veut imposer une limite de 10'000 euros pour les paiements au comptant. Jusqu'ici, des propositions de ce genre ont toujours clairement échoué en Suisse. Or, le Conseil fédéral prépare une nouvelle tentative sous la forme d'un durcissement de la législation contre le blanchiment d'argent. La formulation choisie par l'administration fédérale est si compliquée qu'on ne se rend guère compte de sa portée.

Un registre et des réglementations pour les avocats?

Les mesures visant «à accroître la transparence et à faciliter l'identification des ayants droit économiques des personnes morales pourraient être améliorées», relève l'autorité fédérale. D'où l'intention de préparer d'ici au mois de juin 2023 un projet de loi visant à accroître la transparence dans ce domaine et à faciliter l'identification des ayants droit économiques des personnes morales. La motivation avancée est là aussi parfaitement honorable: «renforcer la prévention et la poursuite pénale en matière de criminalité financière et, partant, l'intégrité et la réputation de la place financière et de la place économique».

Un examen de détail des mesures projetées ne manque cependant pas d'inquiéter. Il s'agit notamment de tenir «un registre central d'identification des ayants droit économiques, ainsi que de nouvelles obligations d'actualisation des informations à leur sujet, fondée sur les risques». Le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent sera notamment renforcé en ce qui concerne «les professions juridiques».

De dangereuses propositions remises au goût du jour

La conclusion est évidente: le Secrétariat d'Etat ne formule pas de nouvelles idées,

mais ressort de ses tiroirs exactement les mêmes propositions qui avaient été refusées lors de la dernière révision de la loi contre le blanchiment d'argent.

La photo du mois



Impressions de Londres: nouveaux symboles sur les feux de signalisation



Manifestations

17e remise du «Paragraphe rouillé»
19 mai 2023

«Aura», Bleicherweg 5, 8001 Zurich



INSTITUT LIBÉRAL
Au service de la liberté

Événements

Conférence en ligne «Peut-on aborder les relations internationales avec une perspective libérale ?»

Mardi 13 décembre 2022

En ligne – Début à 18h30, via Zoom

Formulaire d'inscription (inscription obligatoire): www.libinst.ch



Impressum

Priorité Liberté
Case postale 470, CH-8702 Zollikon
T +41 43 499 40 33, F +41 44 391 32 30
info@freiheit-liberte.ch
www.freiheit-liberte.ch
CCP: 85-518003-6
Tirage: 1'000 Ex.